

Document de plaidoyer de la société civile Gouvernance multi-niveaux

Contexte

Messages clés : Global

Bibliographie clé

Ressources complémentaires

Contexte

Au cours du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) 2023-2024, sous la présidence française, la société civile s'est engagée dans toutes les activités officielles du FMMD et a mené diverses consultations mondiales, régionales et thématiques. Cela comprend la participation et l'engagement de petites et grandes ONG, de réseaux de la société civile, de syndicats, de groupes communautaires de migrant.e.s, d'organisations de migrant.e.s et de diasporas, d'organisations confessionnelles, de chercheurs et d'universitaires. Un calendrier des activités est disponible [ici](#).

Ce document est une compilation et une consolidation des principales priorités et recommandations relatives à la **gouvernance à multiniveaux qui sont ressorties** de ces consultations, et représente l'étendue et la diversité de la société civile, ainsi que les nuances entre les régions.

Messages clés : Le monde

Le mécanisme de la société civile du FMMD a mené des consultations mondiales virtuelles avant chaque réunion préparatoire du FMMD en avril et en octobre, ainsi qu'une consultation avant les ateliers du FMMD sur le climat et les récits en juin. Lors de ces consultations mondiales et des réunions préparatoires de la société civile précédant le Sommet, les participants ont mis en avant les priorités suivantes :

- **Veiller à ce que la gouvernance multi-niveaux inclue et adopte une approche impliquant l'ensemble du gouvernement et l'ensemble de la société, qui englobe la société civile en tant que partenaire à part entière.** En particulier, les migrant.e.s devraient être inclu.e.s, et leur représentation devrait être prioritaire dans tous les processus de gouvernance liés aux migrant.e.s.
 - Les mécanismes et processus de gouvernance à plusieurs niveaux **doivent s'attaquer aux coupures et séparations entre les gouvernements nationaux et locaux**, par exemple dans l'application des cadres juridiques. Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer l'engagement et la participation des membres élus du gouvernement.

- Souligner que les **connaissances techniques et les expériences personnelles ont la même valeur** dans les processus de gouvernance à plusieurs niveaux.
- **Veiller à ce que la gouvernance des migrations maintienne et défende une approche fondée sur les droits humains, soit sensible à l'égalité des sexes et inclusive, et mette l'accent sur la participation significative des communautés concernées.**
 - Cela **devrait inclure les environnements régionaux, sous-régionaux et mondiaux**, et promouvoir les partenariats entre les gouvernements pour des échanges précis de données.
 - Établir et souligner davantage **l'importance de mécanismes de suivi efficaces pour les conventions internationales et les cadres de protection**. Ces mécanismes devraient inclure la participation significative de la société civile et des organisations de migrant.e.s.
 - **L'inclusion des parties prenantes et des communautés de migrant.e.s doit se faire dans une perspective intersectionnelle**, multiculturelle, et doit prendre en compte tous les cercles de vie à tous les niveaux de gouvernance, dans toutes les dimensions et à tous les stades de la migration.
 - Les processus de gouvernance à plusieurs niveaux doivent intégrer et contribuer à la socialisation des questions migratoires à tous les niveaux.
 - La gouvernance des migrations à plusieurs niveaux doit prendre en compte les flux migratoires tout au long du cycle politique et **intégrer des réponses transnationales et transcontinentales**.
- **Élaborer et mettre en œuvre des instruments de suivi et d'évaluation indépendants** pour suivre avec précision les progrès et l'engagement effectif des différents acteurs dans les processus de gouvernance et les objectifs de gouvernance internationale, avec la pleine participation et l'égale valorisation de la société civile et des organisations de migrant.e.s.
- **Améliorer la communication et la cohérence des politiques sur les questions de migration, de développement et de changement climatique**. Cela concerne l'ensemble du système des Nations Unies, les acteurs gouvernementaux et la société civile.
- **Améliorer la communication et la coordination entre tous les niveaux du gouvernement, afin** de garantir une gouvernance cohérente avec les normes internationales de protection des droits humains pour les migrant.e.s.
- **Veiller à ce que les partenariats avec la société civile soient inclus de manière significative** : La gouvernance fait intervenir de multiples parties prenantes et présente de multiples facettes. Elle ne se limite pas à des thèmes spécifiques tels que les droits du travail et les droits politiques, mais est au contraire une question qui concerne l'ensemble de la société et qui implique la gouvernance à tous les niveaux. Il est donc essentiel d'établir des partenariats avec la société civile pour contribuer à la gouvernance et la concevoir conjointement aux niveaux local, national et régional. Cela devrait inclure la reconnaissance et le soutien du travail de la société civile dans des contextes où les acteurs "sociaux privés", tels que les organisations confessionnelles et les communautés, fournissent des services vitaux et un soutien complémentaire (par exemple, des dispensaires et des services médicaux, des centres d'accueil).
 - **Les gouvernements et les processus intergouvernementaux doivent donner la priorité au leadership des migrant.e.s**, par le biais de partenariats concrets et égaux avec les organisations de migrant.e.s et des diasporas, et en donnant la priorité à

leur participation significative dans les processus et mécanismes de gouvernance. Cela inclut des mécanismes de facilitation tels que les procédures accélérées de délivrance de visas.

- o **Accroître l'accessibilité et la flexibilité du soutien financier à la société civile :** L'amélioration des structures de gouvernance nécessite l'accès aux infrastructures pour la société civile et les organisations de base. La participation aux activités de gouvernance exige une responsabilisation, un retour d'information et une coordination entre toutes les parties prenantes. Un *financement flexible, pluriannuel et non basé sur des projets* devrait donc être mis à la disposition de la société civile et des organisations dirigées par des migrant.e.s - quel que soit leur statut d'enregistrement - afin de soutenir leurs activités et d'accroître leurs capacités sans encourager la concurrence entre les organisations de la société civile.
 - o **S'attaquer au rétrécissement de l'espace de la société civile** et souligner à nouveau de manière significative l'importance de l'engagement et de la représentation des migrant.e.s dans les processus de participation.
- **Utiliser la gouvernance pour soutenir les droits du travail / la gouvernance :** Étendre le rôle de la gouvernance pour soutenir les droits du travail / la gouvernance du travail par le biais de partenariats multipartites. C'est déjà le cas pour la lutte contre l'extrémisme et la violence, mais ce n'est pas encore le cas pour l'amélioration de l'accès aux droits du travail.
 - **Faire face au manque de visibilité de l'engagement des diasporas et y remédier :** Reconnaître leur importance dans la fourniture d'un soutien sur le terrain aux migrant.e.s et les inclure dans les consultations.
 - **Envisager d'aborder des questions importantes et difficiles dans des contextes et des processus de gouvernance à plusieurs niveaux,** telles que : Comment l'extrême droite politique influence-t-elle la migration aujourd'hui ? Comment la gouvernance des migrations est-elle menée aujourd'hui et quels sont ses défis ? Comment l'extrême droite politique utilise-t-elle les migrations et comment cela ne se produit-il pas dans le vide, mais constitue-t-il plutôt un phénomène mondial ? Comment pouvons-nous demander des comptes aux gouvernements de manière significative lorsque nous savons que des récits erronés et fondés sur la peur alimentent les campagnes politiques à travers le monde ? Pourquoi les droits de l'homme sont-ils relégués au second plan dans le monde entier ?

Bibliographie clé

- Résumé de la consultation mondiale de la société civile Points de plaidoyer (avril 2023)
- Résumé de la consultation mondiale de la société civile Points de plaidoyer (octobre 2023)
- Réunion préparatoire de la société civile : Priorités mondiales de la société civile (janvier 2024)